

## Introduction générale :

L'économie du travail en tant que discipline spécifique émerge véritablement dans les années 1950. Elle tient compte tout d'abord des limites du modèle néoclassique de base, à rendre compte d'un certain nombre de phénomènes spécifiques au marché du travail. Controverse soulevée par Keynes à propos du chômage, les classiques ne rendent compte que d'un seul type de chômage : le chômage volontaire associé à une situation de plein emploi. Pour autant Keynes n'a pas fondé l'économie du travail. En effet, il percevait les causes du chômage comme étant extérieure aux dysfonctionnements du marché du travail. Chez Keynes les causes du chômage tiennent avant tout à l'insuffisance d'investissement des entreprises et à un problème de demande effective.

L'économie du travail née dans les années 50 pour aborder un autre thème que le chômage. Malgré le plein emploi, dans ces années, le marché qui prévaut est loin d'être homogène. Le modèle néoclassique commence à considérer qu'il existe plusieurs catégories de travailleurs qui se distinguent selon leur niveau de qualification, selon ce que le prix Nobel Decker appelle « un différentiel d'investissement en capital humain ». La naissance de l'économie du travail est surtout née du courant d'inspiration institutionnaliste. Ce courant est interdisciplinaire et mélange économie, sociologie, et droit, pour représenter le monde d'une autre manière que les néoclassiques. Parmi les fondateurs on connaît Commons. Mais on parlera surtout des postes institutionnalistes. La fondation de cette discipline peut être précisément datée à 1958, avec la publication de l'ouvrage *Système de relation industrielle* d'un économiste américain John Dunlop. Cet auteur œuvre au ministère du travail américain après le 2<sup>nd</sup> Guerre Mondiale pour édifier le système américain de négociation collective, donnant toute sa place à ce qu'on appelle les partenaires sociaux. Les fonctionnaires des ministères du travail considèrent que le modèle néoclassique est trop frustrant pour représenter un marché du travail. Ils proposent donc de créer une nouvelle discipline : le champ des relations industrielles. C'est le véritable champ de l'économie du travail. Il propose de considérer le marché du travail comme un système de règles construites par les acteurs de ce système, qu'on appellera le système de relations industrielles → C'est un ensemble de règles construites par les 3 acteurs de ce système que sont les syndicats, les organisations patronales et les agences de l'Etat. Ces règles sont construites dans un environnement économique particulier et s'adapte à celui-ci. La relation industrielle naît donc aux Etats-Unis.

A partir de ces travaux, d'autres auteurs d'inspiration post-institutionnalistes vont tenter de rendre compte d'un certain nombre de phénomènes typiques de cette période. Au cœur de ces relations de travail de la fin des années 196-70, se trouve le constat que le marché du travail est un marché dit segmenté. Le thème de la segmentation du marché du travail va devenir un thème central pour les économistes du travail. Malgré le plein emploi, la mobilité du travail entre les « mauvais » et les « bons » emplois ne sont pas parfaites. On n'accède pas forcément aux meilleurs emplois malgré les formations suivies. Il existerait donc un marché « primaire » (marché des emplois qualifiés, protégés etc.) il y aurait aussi un marché secondaire avec des emplois peu qualifiés, peu protégés où la présence syndicale est absente. L'originalité des travaux de ces économistes ont montré que les entreprises ont intérêt à conserver une telle segmentation. Elles ont notamment intérêt à conserver des marchés internes, qui sont l'antithèse du marché de concurrence parfaite. L'auteur phare est Michael Piore. Il définit le marché interne comme un ensemble de règles administratives ou bureaucratiques d'allocation des ressources. Dans les grandes entreprises ce n'est pas un marché qui régit les relations entre les individus, mais ce sont des directives, des règles bureaucratiques qui régissent les déroulements de carrière, les différentes tâches etc. Les entreprises auront donc recours au marché secondaire pour un certain nombre d'activités ponctuelles.

Il y a donc une opposition importante entre l'approche néoclassique (le travailleur choisit sa situation en suivant une formation, ou non) et l'approche post-industrialisme (qui insiste sur la demande de travail de la part des entreprises pour expliquer la segmentation du marché du travail).

En France, c'est la théorie de la régulation qui, dans les années 1970, fait écho aux préoccupations des économistes du travail anglo-saxons. Cette théorie s'inspire à la fois de Marx et de Keynes, et insiste sur le rôle des institutions du marché du travail, comme élément essentiel de la régulation macroéconomique du capitalisme. Les auteurs régulationniste utilisent le terme de « rapport salarial » pour désigner les relations qui se nouent entre employeurs et salariés dans l'entreprise et sur le marché du travail. Le rapport salarial est l'ensemble des conditions de rémunération et d'usage de la force de travail. Il peut être caractérisé par une certaine segmentation du marché du travail, mais le rapport fondamental est de montré qu'à chaque mode de régulation de l'économie correspond un type particulier de rapport salarial.

Pendant les 30 Glorieuses le capitalisme à sembler surmonter ses contradictions pour aboutir à un plein emploi, une croissance forte, une faible inflation et des déficits maîtrisés. Au cœur des 30 Glorieuses, il y a ce que Boyer appelle le rapport salarial Fordiste. Ici, les travailleurs accèdent à un certain nombre de droits sociaux (droit de négocier le salaire, protection sociale obligatoire) et en échange, ils acceptent de ne pas contester l'organisation patronale du travail. Ils acceptent donc le Taylorisme comme mode extrêmement intensif et déqualifiant l'organisation du travail. La théorie de la régulation ouvre le débat sur les mutations du capitalisme. Au cours de ces 30 dernières années nous avons changé de capitalisme. On est passé d'un capitalisme managérial à un capitalisme actionnarial. Dans le capitalisme managérial, le gestionnaire est au cœur du capitalisme. Ils étaient chargés de proposer le bon compromis entre les actionnaires et les managers. Les marchés financiers avaient un très faible rôle au cours des 30 Glorieuses. La croissance des 30 Glorieuses est financé par les politiques publiques et non pas par les marchés financiers. Mais par la suite, la finance à repris le pouvoir à travers les nouveaux actionnaires que sont les Zinzins ! Certains économistes pensent que cette mutation est irréversible, alors que d'autres pensent que cette transition est le fruit d'une victoire provisoire de la finance sur les autres acteurs de l'économie.

Comment la théorie néoclassique à réagit à l'ensemble des critiques qui ont été formulées à son encontre ? Au commencement, on a le modèle de concurrence parfaite, aussi appelé « théorie standard ». Olivier je ne sais pas quoi montre comment du côté de la théorie dominante s'est développée une théorie standard étendue. Du côté de la pensée dominante, on a tenté de répondre en développant les modèles de la théorie standard étendu en répondant aux critiques des théories hétérodoxe. Keynes négligeait le marché du travail pour se centrer sur les déterminants macro-économiques du chômage. Côté néoclassiques on s'est focalisé sur le marché du travail pour expliquer la montée et la persistance du chômage, et pour théoriser l'inefficacité des politiques Keynésiennes. Les néoclassiques s'appuient sur l'apparent échec du keynésianisme des années 1970. La théorie néoclassique s'est occupée du chômage. Mais elle a aussi proposé ses propres modèles de segmentation du marché du travail. Nous verrons également qu'il y a une explication néoclassique du capitalisme actionnarial. La théorie dominante explique aujourd'hui que le modèle de gouvernance d'entreprise le plus efficace est le modèle d'entreprise piloté par les actionnaires. Les néoclassiques reprennent la traditionnelle hypothèse de la rationalité individuelle. Mais à la différence du modèle de concurrence parfaite, ces agents économiques évoluent désormais dans un modèle où l'information est imparfaite.

Le cours est centré sur deux thèmes au cours duquel se déploie les explications de l'ensemble des modèles théoriques précédent.

Le deuxième semestre sera consacré aux mutations du capitalisme et à leurs impacts sur le marché du travail et les relations salariales. La première partie du cours portera sur les analyses du chômage.

## **Chapitre 1 : Repérage empirique**

Pendant les 30 Glorieuses on était à 6% par an de croissance et on avait une forte productivité. La productivité ne va pas toujours de paire avec le chômage puisqu'ici on avait une forte productivité et on était en plein emploi. De 1975 à nos jours on a plutôt de faible productivité. Au cours des années 1945-75, il y a une prédominance des idées Keynésiennes. Le président républicain Richard Nixon déclarait « nous sommes tous Keynésiens » en 1970 ! On estime qu'on peut maintenir l'économie à proximité du plein emploi par des politiques de gestions de la demande globale, que ce plein emploi peut être parfois inflationniste en raison des tentions qui apparaissent sur le marché du travail, dès lors que le chômage baisse. A l'époque de l'inflation, était du à l'augmentation des salaires pour garder les meilleurs travailleurs. Lorsqu'on est proche du plein emploi on subit une « inflation par les coûts » (on augmente les prix puisque les salaires augmentent pour assurer la marge des entreprises). Mais l'inflation n'était pas insurmontable puisque l'Etat, les syndicats et le patronat s'entendait sur la norme d'augmentation de salaire à ne pas dépasser. L'augmentation des salaires ne dépassent pas les gains de productivité. Ce schéma admis par les politiques économiques et l'outil frustré dont ils disposent s'appelait la courbe de Phillips. Lorsque le chômage baisse l'inflation augmente, et inversement. Cette représentation est gênante pour les néoclassique puisqu'elle sous entend une pluralité de situation macroéconomique que la politique peut sélectionner. Cette pluralité s'oppose à l'hypothèse néoclassique selon laquelle il n'y aurait qu'un seul point d'équilibre. En effet, l'économie converge vers un seul point d'équilibre qui est l'équilibre de plein emploi, sans que l'Etat n'ait à intervenir. Cet équilibre correspond à une situation de chômage volontaire associé à du plein emploi. Si on admet cette hypothèse. On débouche alors que sur toute politique discrétionnaire (= le budget et la monnaie), et toute politique de relance de la demande, seraient nécessairement inefficace. Si l'économie converge vers un point d'équilibre, et qu'on relance la demande, les néoclassiques répondent que l'économie ne peut pas produire plus, elle est contrainte par l'offre. Dans ce cas, une relance de la demande créera de l'inflation. Toute l'offensive néoclassique menée par Friedman consiste à réhabiliter le point de vue classique sur le chômage et sur la monnaie. A partir de 1970, on pense que la monnaie est neutre. Le chômage est forcément d'origine volontaire. Entre 1968 et aujourd'hui, la théorie du chômage volontaire est revenu en force !!! Au cours de ces 40 années, il y a toute une variété de modèles qui ont discuté cette théorie du chômage volontaire. Parmi ces modèles on distinguera les modèles monétaristes, les modèles construit par les nouveaux keynésiens, les modèles postkeynésien (qui ont tenté de réhabiliter le message de Keynes).

### **1] Définition du chômage**

Comment sont construits les chiffres du chômage ?

D'un point de vue statistique, le chômage se calcule en établissant le niveau de la population active et le niveau de l'emploi. La population active correspond aux individus qui occupent un emploi ou qui souhaitent en occuper un. Toute la question revient à savoir quelles sont les personnes que l'on range dans la catégorie de chômeur. C'est ici qu'intervient le problème de la définition du chômage. Pour l'économiste du travail, il existe en France deux définitions du chômage : le chômage au sens du Bureau International du Travail, et celui au sens de l'ANPE. Ces définitions se différencient en fonction de la méthode de calcul utilisée.

Le chômage au sens du BIT représente la population sans emploi et à la recherche d'un emploi. Le calcul s'effectue dans le cadre de l'enquête emploi réalisé par l'INSEE sur un échantillon de 90 000 personnes. La situation de chômeur est alors définie par trois critères. 1] L'absence d'emploi pendant une période de référence (celle de l'enquête). 2] Le comportement de rechercher d'emploi. 3] Etre disponible pour accepter l'emploi. Le chiffre de l'enquête emploi de cette année affiche un taux de chômage égale à 8,9% de la population active.

Le chômage au sens de l'ANPE est également défini selon les trois mêmes critères. Mais le calcul ne s'effectue pas par l'enquête, mais à partir du recensement des demandeurs d'emplois en fin de mois. Cette méthode est plus précise, puisqu'elle rend compte des variations

saisonniers, mais elle ne tient pas compte des chômeurs découragés. L'ANPE affiche un chômage de 8,1%

Par ailleurs, la définition du BIT n'établit pas de distinction entre la nature des emplois demandés. L'ANPE établit quant à elle des catégories qui sont au nombre de 8.

**La catégorie 1** est celle qui donne le chiffre du chômage : Elle comprend les personnes sans emploi immédiatement disponible et à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée. Depuis 1995, on a ajouté un critère pour cette catégorie qui est que ces individus ont du avoir une activité inférieure à 78h dans le mois (2 semaines).

**La catégorie 2** comporte les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi durée indéterminée et à temps partiel.

**La catégorie 3** contient les personnes sans emploi, immédiatement disponible, à la recherche d'un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier.

**La catégorie 4** affiche les personnes sans emploi, non immédiatement disponible, à la recherche d'un emploi à durée déterminée ou non à temps plein ou à temps partiel.

Dans **la catégorie 5**, on compte les personnes pourvut d'un emploi et à la recherche d'un autre emploi.

Dans **la catégorie 6**, il y a les personnes sans emploi, non immédiatement disponible à la recherche d'un emploi à temps plein à durée déterminée, et ayant dans le mois exercé une activité réduite d'une durée supérieure à 78h.

**La catégorie 7**, ce sont les personnes à la recherche d'un emploi, non immédiatement disponible et à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps partiel, ayant occupé dans le mois une activité réduite inférieure à 78h.

**La catégorie 8** regroupe les personnes sans emploi, non immédiatement disponible, à la recherche d'un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier, et ayant dans le mois une activité réduite d'une durée supérieure à 78h.

En juillet 2007, on comptait 1 371 300 chômeurs. La catégorie 1 est discutable, puisqu'on a enlevé les personnes qui occupent une activité réduite pendant le mois (3 dernières catégories). De plus on retire aussi les personnes qui ont travaillé un peu plus de 2 semaines dans le mois. Si on ne retirait pas tout ça, on ajouterait 478 000 chômeurs. Certains pensent que le vrai chiffre du chômage est l'addition des catégories 1 2 et 3 au sens du BIT, puisqu'il ne tient pas compte de la nature des emplois. On arriverait dès lors à un chiffre de 2 464 200 chômeurs. Les catégories 6, 7 et 8 représentent 644 700 chômeurs. Le chiffre réel du chômage résulte de l'addition des catégories 1, 2, 3 et 6, 7 et 8 => supérieur a 3 millions (donc au dessus de 10% du chômage).

### **III] Les déterminants macroéconomiques du chômage : repérage depuis 1945**

Il y a deux grandes phases dans l'économie française : de 1945-75 Les 30 Glorieuses, et de 1975 à nos jours.

Les 30 Glorieuses sont une période où le taux de croissance moyen est de 6%. De nos jours il oscille autour de 2% par an. Pour les 30 Glorieuse, cette croissance est porteuse de plein emploi. Les gains de productivité s'élève environ a 4% par an. La croissance était importante, 35-42.

La demande globale s'accroît grâce à la conduite de politique d'inspiration Keynésienne. A l'époque le taux de chômage est de l'ordre de 2%. Le seul chômage qui subsiste est un chômage frictionnel qui touche les personnes qui changent d'emploi.

La situation qui s'amorce à partir des années 1970 est un peu différente ! Les gains de productivité commencent dès le début des années 1970 à décroître. Dans les années 1980-90 les gains de productivité sont de l'ordre de 2% par an, et en 1998-2007 de 1,4%.

Certains mettent en évidence la montée u secteurs des services dont la VA est faible dans certaines activités.

Le premier facteur est le développement de politique de l'emploi ayant contribué à développer les emplois à faible valeur ajoutée. On va encourager les exonérations d'impôt sur les bas salaires pour embaucher les travailleurs peu productifs.

$\Delta \text{Emploi} = \Delta \text{Production} - \Delta \text{Productivité}$

Lorsque les gains de productivité sont forts, on dit que la croissance s'appauvrit en emploi. Inversement, quand les gains de productivité diminuent, la croissance est plus riche en emploi.

Pendant la période des 30 Glorieuse le contenu en emploi de la croissance est faible, puisque la productivité croît fortement. Mais comment explique-t-on qu'il y est peu de chômage ?

Quand les gains de productivité sont élevés, il faut une croissance forte pour avoir un taux de chômage peu élevé.

Emploi de 2 = Production 6 – Productivité 4

Dans la période 80 à nos jours, l'emploi n'augmente plus, notamment avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail en 1975. Viens s'ajouter à ça l'allongement des études et de la retraite. L'économie devient incapable d'absorber la population active qui croît.

Emploi de 0 = Production 2 – Productivité 2.

L'explication du taux de chômage élevé, malgré des gains de productivité faibles vient du fait qu'on est une croissance pas suffisante pour absorber la population active.

Les néoclassiques expliquent qu'on ne peut pas accroître la production, parce que la croissance est contrainte par l'offre (création d'inflation si on utilise les politiques keynésiennes). Ces économistes proposent d'enrichir le contenu en emploi de la croissance en réduisant les gains de productivité.

Dans les années 1990, la politique d'emploi s'est axée sur la baisse du prix du travail non qualifié. Ça coûte cher pour un petit effet.

1h03

Les keynésiens disent que c'est pas bien parce que ça crée des trappes à bas salaire. Au lieu de faire ça, on aurait pu investir dans les secteurs porteurs. Ils pensent qu'il faut développer les politiques macroéconomiques offensives. 2% est un taux de croissance de sous-emploi ! Il faut une politique macroéconomique qui nous place à 4% par an !

Tout le débat consiste à savoir s'il y a des marges de manœuvre en terme de politique monétaire et budgétaire pour arriver à une telle politique macroéconomique et relancer la croissance !

## **Chapitre 2 : Le marché du travail en concurrence parfaite**

L'objet de ce chapitre est de rappeler ce qui appartient au modèle de base de la théorie de l'offre. Derrière l'économie de l'offre, il y a la contrainte que personne ne peut travailler plus qui aboutit à un chômage volontaire. Lukas a réhabilité le discours libéral concernant le chômage et la monnaie.

### **1] Le comportement des agents**

Dans l'univers théorique néoclassique le monde est une somme d'individus rationnels, qui se coordonnent par le système de prix sur le marché.

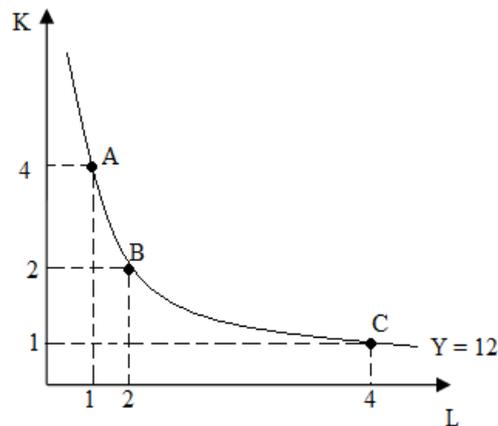
Un agent économique rationnel dans la théorie néoclassique est tout d'abord quelqu'un qui peut classer ses préférences, dans le cadre de ce que l'on appelle une fonction objective, ou encore fonction d'utilité. L'agent a accès à l'information disponible. En concurrence parfaite, il est parfaitement informé sur l'état du marché. De plus, le choix réalisé par l'individu rationnel est toujours le meilleur possible. Cela signifie qu'il maximise son espérance d'utilité.

### **A] La demande de travail**

La demande de travail est le fait des entreprises, qui maximisent leur profit. Le but de l'entreprise est de réaliser un certain niveau de production compte tenu de la demande sur le marché qui lui permet de faire que l'écart entre les profits et les coûts soient le plus grand possible. Quelle technique de production l'entreprise va utiliser pour répondre à la demande du marché ? Compte tenu d'une fonction de production qui représente le choix technique que l'entreprise peut réaliser, et en

l'occurrence le choix de combinaison productive pour produire. On a une relation entre les inputs et les outputs. La fonction de production utilisée par les néoclassique est particulière, elle est dite à facteurs substituables, et ce n'est pas la seule disponible sur le marché. Pour obtenir un même niveau de production, il est possible de substituer un facteur de production à un autre. Cette diversité des combinaisons productives renvoie à la possibilité de substituer un facteur de production à l'autre. Dans quelle circonstance l'entreprise à intérêt à retenir une combinaison productive plutôt qu'une autre. La règle de maximisation du profit consiste pour l'entreprise à maximiser l'écart entre la recette et les coûts, donc en rémunérant les facteurs de production à hauteur de leur productivité marginale. Il se peut que le coût des facteurs de production varie. Lorsque le prix d'un des facteurs augmente, l'entreprise à intérêt à substituer ce facteur de production à un autre qui est moins cher. La productivité marginale des facteurs de production est décroissante. Lorsque je substitue un facteur à l'autre, la productivité des derniers travailleurs embauchés est plus faible. Comme sa productivité est plus faible, si je veux maximiser mon profit, je suis obligé d'ajuster à la baisse la rémunération de ce facteur de production. Si je substitue du travail au capital, je devrais, si je veux maximiser mon profit, payer les travailleurs moins cher, parce que leur productivité marginale aura diminué dans l'hypothèse technique d'une fonction à facteurs substituables. Le raisonnement symétrique donne l'idée selon laquelle lorsque le coût d'un facteur baisse par rapport à un autre facteur, l'entrepreneur rationnel a intérêt à substituer du travail au capital en embauchant des travailleurs à productivité plus faible, mais dont le coût aura baissé. Il existe comme dérivé de cette fonction de production des demandes de facteurs qui sont décroissantes en fonction du prix de ces facteurs de production.

$Y = f(K,L)$ . La fonction de production est dite de type Cobb-Douglas



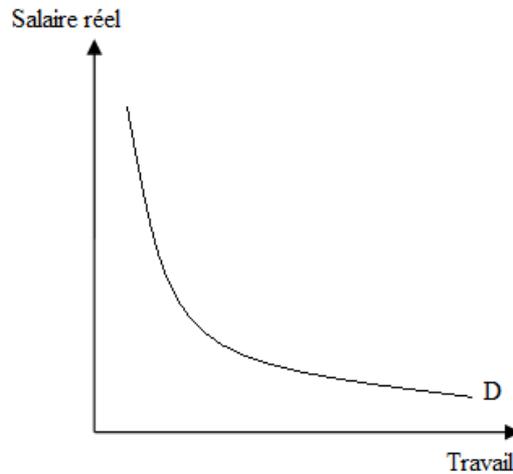
L'entreprise doit conduire 12 vélos ! On peut produire les 12 vélos avec 4 machines et 1 travailleur, ou bien avec 4 travailleurs et une machine. Si el coût relatif du travail par rapport au capital diminue, alors il sera plus avantageux pour l'entrepreneur d'avoir une combinaison productive plus riche en emplois.

$$\frac{Y}{L}$$

$$A = \frac{12}{1} = 12$$

$$B = \frac{12}{2} = 6$$

$$C = \frac{12}{4} = 3$$

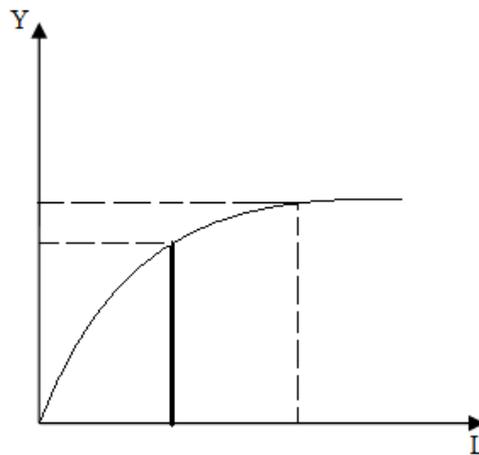


Lorsque le salaire diminue, j'ai intérêt à substituer du travail au capital, et inversement, lorsqu'il augmente, j'ai intérêt à substituer du travail au capital. Mais la théorie néoclassique ne se réduit pas à l'analyse des phénomènes micro-économique.

L'économie est contrainte par l'offre.

Au niveau macroéconomique, les néoclassiques considèrent que le stock de capital est fixe d'une année sur l'autre. A court termes, on ne peut pas accroître le stock de machines. Que peut faire a court terme une économie qui désire produire plus ?

Au niveau macroéconomique :



$$Y = f(\bar{K}, L)$$

$$Y = \text{PIB}$$

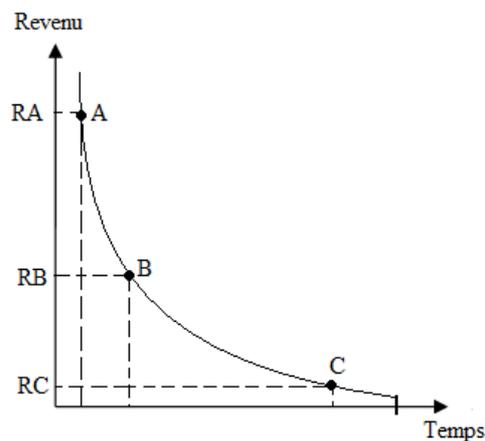
L'hypothèse ici est celle de la productivité marginale décroissante. On ne peut avoir une production plus forte qu'en baissant les salaires. L'augmentation de la production dépend donc de l'acceptation des travailleurs concernant la baisse de salaire. Mais personne ne veut travailler plus avec une baisse de salaire, donc il faut jouer sur les heures supplémentaires.

Au niveau macro, si on veut augmenter la production, on peut le faire à court terme avec une hausse de l'emploi, à condition que les travailleurs dont la productivité est plus faible accepte des salaires plus faibles.

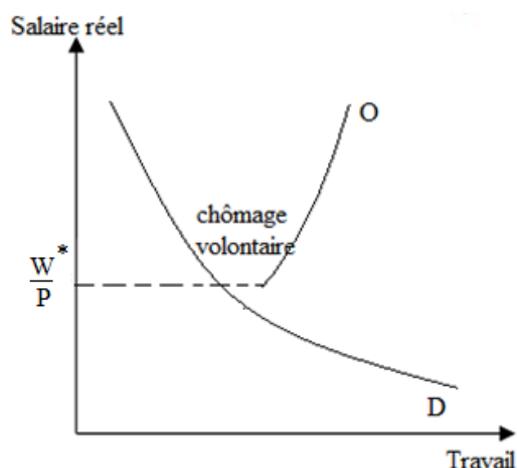
### **B] L'offre de travail**

Les ménages consomment sur le marché des biens, mais pour se faire, il faut qu'ils disposent d'un certain revenu. Ce dernier s'acquiert par le travail. Alors tout dépend, pour le ménage rationnel d'un arbitrage entre travail et loisir. Quels sont les arguments de la fonction d'utilité du ménage ? Je peux choisir de travailler plus (pour gagner plus, et consommer) ou bien, je peux choisir le loisir. Dans l'histoire que raconte la théorie néoclassique, cet arbitrage dépend du salaire en vigueur sur le marché. Si le salaire compense la désutilité du travail, les ménages ont intérêt à arbitrer pour plus de travail et moins de loisirs. Dans le cas contraire j'ai intérêt à préféré les loisirs au travail. Dans la théorie, il existe un salaire plancher en dessous du que les ménage n'ont pas intérêt à offrir leur travail, parce qu'en dessous de ce salaire planché la pénibilité du travail n'est plus rétribuer. C'est le salaire de « réserve ».

$$U = f(\text{Travail, loisir})$$



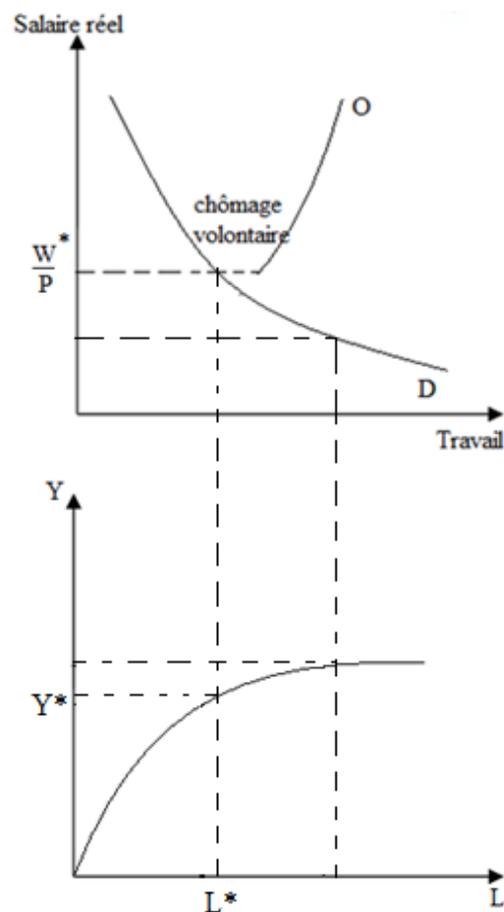
Si le salaire augmente, j'ai intérêt à travailler plus et à dormir moins. Inversement si le salaire est faible, j'ai intérêt à dormir plus et à travailler moins. En dessous du salaire plancher, le chômage sera de type purement volontaire.



Si j'accepte de baisser mon salaire, il n'y a pas de chômage ! Le seul chômage existant est le chômage volontaire, qui intervient dès lors qu'on a un salaire planché en dessous duquel personne n'offre son travail.

### II] L'analyse du chômage volontaire en situation de plein emploi

Chômage volontaire : il y a un taux de salaire en dessous duquel personne ne veut descendre. Donc les gens ne veulent pas travailler pour un salaire trop bas. Le chômage est donc volontaire. Le salaire pour lequel les travailleurs n'offrent plus leur travail, parce qu'il ne compense plus la pénibilité du travail, est appelé salaire de réserve.

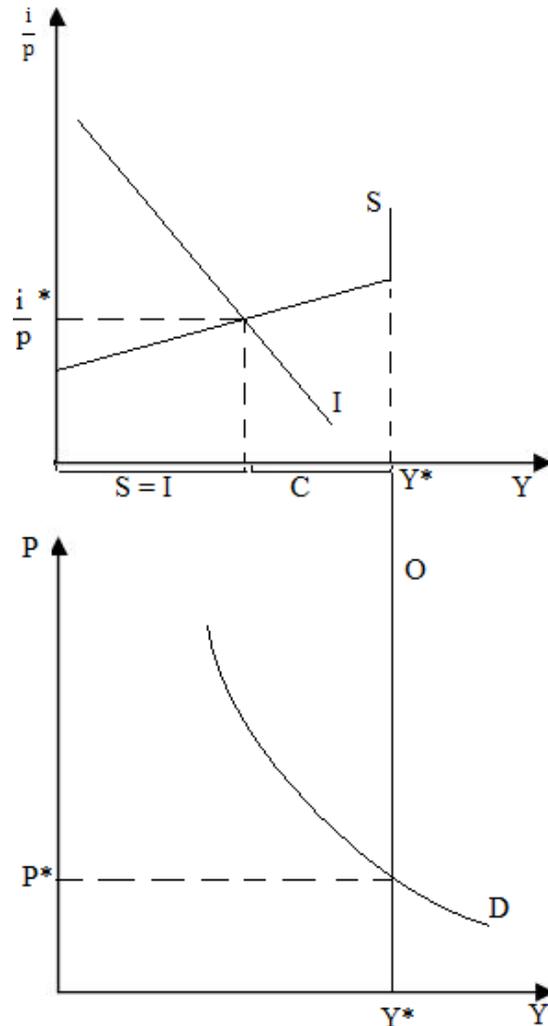


Les entreprises déterminent le stock de capital maximal. Le taux d'intérêt réel est le prix du capital, sur un marché de fonds prêtables (= c'est le fait que ceux qui renoncent à consommer (donc les épargnants) vont offrir des fonds prêtables). L'offre de fonds prêtables des ménages est une fonction croissante du taux d'intérêt, et la demande de fonds par les entreprises est une fonction décroissante de

taux d'intérêt. Mon revenu se compose entre une partie consommer, et une autre épargner pour l'investissement.

$i/P^* =$  taux d'intérêt d'équilibre

L'économie est contrainte par l'offre. Cette hypothèse se matérialise par une courbe d'offre verticale, qui correspond à la production  $Y^*$  → Lucas



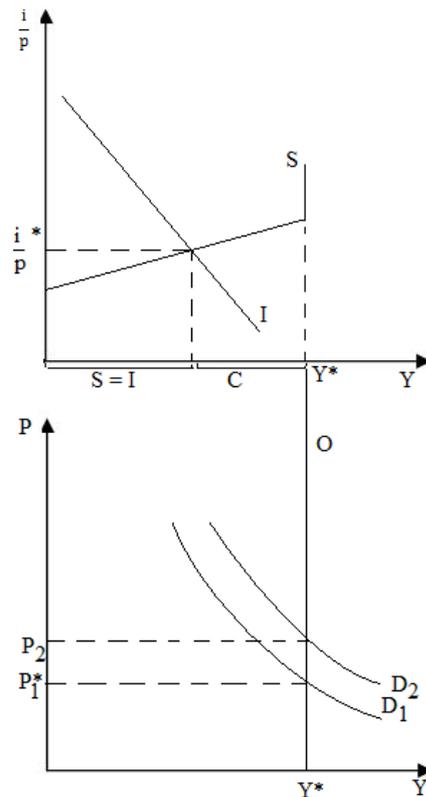
Intersection entre la courbe O et l'abscisse = La production maximale que l'économie peut engendrer compte tenu des stocks de moyens de production.

On a un équilibre, sur le marché des biens, ou je retrouve ma quantité de production de plein emploi  $Y^*$ .

Le niveau des prix ( $P^*$ ) est le comportement de la banque centrale. C'est la théorie quantitative de la monnaie. Toute variation de la masse monétaire n'exerce aucune influence sur les grandes variables. Mais cela provoque une variation proportionnelle du niveau général des prix. Il y a une stricte dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire.

La théorie quantitative de la monnaie, dont le père fondateur est Ervin Fisher, s'écrit  $MV = PY^*$ . Avec  $M$  = masse monétaire ;  $V$  = vitesse de circulation de la monnaie ;  $P$  = niveau général des prix et  $Y$  = le volume des transactions. Dans cette théorie, le seul motif de conserver de la monnaie, c'est le motif de transaction. On ne détient pas de la monnaie pour spéculer. La vitesse de circulation et la production sont fixes à court terme. Toute augmentation de la masse monétaire entraîne donc une augmentation proportionnelle du niveau général des prix. Autrement dit, si une banque centrale crée

de la monnaie sous la dépendance d'un gouvernement souhaitant augmenter la demande (augmentation des crédits à la consommation). Auparavant, les banques centrales pouvaient financer les déficits budgétaires.



Mais comme l'offre est rigide à court terme, donc l'augmentation de la demande  $D_1$  à  $D_2$ , la seule conséquence est l'augmentation général des prix de  $P_1$  à  $P_2$ .

L'effet inflationniste c'est mal ! L'inflation provoque un effet de richesse négative (effet d'encaisse réelle). Si on est épargnant, on est plus pauvre. Ceux qui détiennent du patrimoine vont s'appauvrir. Le réflexe des épargnants dont la valeur du patrimoine diminue sera d'accroître leur épargne pour reconstituer leur patrimoine déprécié. Pour ce faire, ils vont donc réduire leur consommation. Cela va engendrer un effet négatif sur la production, et donc sur la croissance. Pour les néoclassique, le seul moyen d'augmenter la demande est de déplacer la courbe d'offre. Politique de l'offre, cela signifie qu'on va procéder à des réformes structurelles sur le marché du travail. Les rigidités du marché du travail doivent sauter.

Le salaire planché, dépend de l'écart entre les revenus de remplacement et le salaire minimum. Qu'est-ce qui incite un ménage à bosser plutôt qu'à rien faire ? Si l'écart n'est pas assez important, les ménages préfèrent le chômage volontaire. Pour que l'économie produise plus, et que le salaire planché diminue. Il faut accroître l'écart.

On peut augmenter le salaire minimum, les travailleurs seront incités à renoncer au loisir pour accepter de travailler. Mais si on augmente le salaire minimum, la demande de travail va diminuer. Les entreprises vont licencier parce que le coût du travail sera trop élevé, elles vont substituer du travail par le capital. On peut aussi réduire le niveau des allocations chômage. Les chômeurs volontaires seront incités à avoir un comportement plus actif de recherche d'emploi.

L'emploi peut être rendu plus incitatif en augmentant le revenu à l'emploi sans alourdir le coût du travail. On a instauré le mécanisme de la prime pour l'emploi. C'est un crédit d'impôt versé par l'Etat aux salariés, pour éviter les trappes à chômage. Le revenu de solidarité active = inciter les RMIste à accepter des petits jobs pourris. Avec la stratégie de Lisbonne en Mars 2000, on a en tête l'accroissement du taux d'emploi. C'est une stratégie purement axée sur l'offre (plein emploi, économie contrainte par l'offre). Il faut flexibiliser le travail des jeunes, augmenter le taux d'emploi

des seniors, et donc allonger la durée de vie de travail. L'accroissement du stock de capital peut permettre d'accroître la productivité de l'économie. C'est une problématique qui est nouvelle. La productivité ne serait non plus décroissante mais croissante, et si c'est le cas, tout en accroissant l'offre de travail, on peut accroître les rémunérations, donc les salaires n'ont plus à baisser. Mais pour atteindre ce sentier de croissance à rendement croissant, il faut que les entreprises puissent investir. Dans le cadre d'une économie de l'offre, cela est conditionné par le fait qu'il faille éviter de taxer le capital d'où les réformes fiscales qui évitent de mettre à contribution les catégories qui épargnent.

### **III] Extension du modèle concurrentiel**

Deux extensions doivent être notées : Tout d'abord, ce que l'on appelle la théorie du chômage de recherche, encore appelé la théorie du « Job search ». Puis il y a la théorie du capital humain, qui permet aux économistes néoclassiques d'expliquer les différences de salaires entre des catégories de main d'œuvre qui ne sont pas homogènes.

La théorie du chômage de recherche : Cette théorie entend préciser la théorie du chômage volontaire. Elle introduit notamment la notion du salaire de réservation (salaire plancher en dessous duquel la désutilité du travail n'est plus compensée). Mais l'objet de la théorie du chômage de recherche est d'expliquer la permanence d'un certain nombre de chômeurs en période de plein-emploi. C'est le chômage frictionnel incompressible lié à une situation de plein-emploi. La raison serait que les travailleurs rationnels se mettent volontairement au chômage dans le but de rechercher l'emploi qui correspond le mieux à leur qualification et à leur prétention salariale. L'hypothèse faite ici est qu'il y a une certaine information à acquérir sur les emplois vacants, donc pour l'acquérir, les individus se mettent en chômage pour observer les emplois vacants et obtenir celui qui correspond le plus à leur qualification et emploi salarial. Les chômeurs n'acceptent pas les emplois en dessous du salaire de réservation. Ils réalisent un calcul rationnel pour déterminer la durée de leur recherche. Ce calcul met en balance l'espérance de gain obtenu par l'obtention du nouvel emploi avec le coût de la recherche. (se déplacer, acheter les journaux etc.), c'est le coût direct. Le coût d'opportunité représente le salaire auquel on renonce en nous engageant dans le processus de prospection d'emploi.